



Nucléaire : après le discours de Belfort, La CGT attend toujours des actes.

Le 10 février 2022, dans une allocution depuis Belfort, le président Macron a appelé la France à « **reprendre en main son destin énergétique** », en détaillant une **politique énergétique basée sur le renouvelable et le nucléaire**. Il a fixé le cap d'un programme de relance nucléaire, en engageant la construction de 6 réacteurs de type EPR2 et l'instruction de 8 supplémentaires.

Depuis, les équipes d'EDF, Framatome, Eiffage, et entreprises de la filière se sont mobilisées pour tenir ces engagements. **Plusieurs dizaines de milliers de salariés œuvrent à redresser la situation** d'une filière industrielle autrefois mise au pilori par le moratoire sur le nucléaire civil.

Or, dans la récente Programmation Pluriannuelle de l'Energie, le gouvernement laisse entendre qu'EDF doit prendre pour ce programme une **décision finale d'investissement d'ici fin 2026, à une échéance proche de l'élection présidentielle**.

L'état, désormais actionnaire unique d'EDF, connaît pourtant la situation de son opérateur public :

- + La dette financière importante, due particulièrement à la spoliation par l'ARENH, aux dividendes indus, aux investissements hasardeux à l'international (votés par l'actionnaire public), qui ont aggravé son endettement au lieu d'investir pour l'avenir ;
- + La baisse durable de la consommation électrique, notamment industrielle, qui perturbe la nécessaire décarbonation de l'économie ;
- + La fiscalité forte sur l'électricité, qui n'encourage pas le transfert d'usage.

Dans ce contexte, EDF ne peut pas assumer seule le **financement de la transition écologique, dont l'objectif final est nécessaire**. C'est ce que semble occulter le récent rapport de la Cour des Comptes, focalisé sur les coûts financiers de l'EPR.

La procrastination de l'Etat conduit la direction du groupe à réviser ses priorités budgétaires sur le programme EPR2, financé actuellement sur fonds propres. Cette situation ne sera pas sans conséquence sur :

- + l'avancement des travaux de conception, dont la qualité est décisive pour la réussite des chantiers ;
- + **Le signal contreproductif vers la filière industrielle** : toute hésitation sera préjudiciable à la revitalisation du tissu industriel, car pour apprendre ou réapprendre à faire, **il faut faire**. Les commandes devraient inciter les entreprises du secteur à investir et à anticiper leurs recrutements, pour retrouver les savoirs faire collectifs qui ont fait le succès lors de la construction du parc actuel. Ce qui n'est pas antinomique avec le challenge des fournisseurs sur leur « juste coût » de production !
- + **Les travaux préparatoires à Penly et les interrogations des élus politiques sur les autres potentiels sites.**

Quant à la réorganisation nucléaire du Groupe, sa complexité n'a pas restauré la «force de frappe» de l'ingénierie chargée de conduire un des plus grands projets industriels des prochaines décennies : Edvance, Framatome et IPNN sont contraints de prioriser leurs ressources, des renoncements sont déjà envisagés sur des activités, mais les délais sont conservés pour les livrables, imposant des surcharges de travail à des équipes déjà engluées dans les problématiques d'outil informatique... Il est « facile » pour le PDG d'EDF de prôner la fin de la bureaucratisation dans les services de l'Etat en appelant à un choc de simplification, mais encore faudrait-il l'appliquer chez soi !

Ainsi, si EDF semble afficher facialement une amélioration de sa situation économique, au lieu de lui permettre de retrouver les moyens de son activité, son actionnaire préfère l'utiliser pour contribuer au redressement des comptes publics, alors que le groupe doit faire face aux défis majeurs de la transition énergétique par des investissements denses qui profiteront aux générations futures. **Pour la CGT, EDF doit contribuer à la solidarité nationale au travers du Service Public, grâce à une Énergie produite au meilleur cout pour les usagers et les industriels !**

Pour la CGT, EDF doit prioritairement :

- ✚ **Allouer un budget et des objectifs en adéquation avec ses ambitions.**
- ✚ **Consolider le design, et produire des études détaillées pour le génie civil, finaliser le DAC et les procédures. Et mettre à profit cette période pour avancer les études plutôt que licencier chez Edvance: tout finit par se payer, comme on l'a vu sur Fla3.**
- ✚ **Fidéliser les salariés en les reconnaissant et en les écoutant sur le contenu de leur travail.**

De même, il est hors de question d'envisager toute cession d'« actifs » tels que Dalkia, qui contribue à la décarbonation de notre économie.

Avec l'appui des salariés, la CGT est résolument tournée vers l'avenir et exige :

- ✚ **Un cap clair sur les investissements pour les outils de productions, actuels et à venir.**
- ✚ **De la visibilité sur le plan de charge des usines Framatome et Arabelle Solutions et des centaines d'entreprises de la filière.**
- ✚ **Un étayage haut dans les recrutements, à un rythme soutenu et soutenable pour les intégrer dans le groupe.**
- ✚ **L'ouverture d'écoles de métiers porteurs des valeurs du service public.**
- ✚ **Des parcours professionnels attractifs, croisés entre les différentes entités pour acquérir de l'expérience, afin de promouvoir l'ascenseur social.**

La CGT jouera son rôle de lanceur d'alerte auprès des pouvoirs publics pour mettre fin à cette spirale infernale qui a évincé l'industrie au profit de la finance.

Contacts:

EDF IPNN: gilles.bourdon@edf.fr; jean-marc.cotx@edf.fr

FRAMATOME: beatrice.galicier@framatome.com; benoit.robin@framatome.com;

EDVANCE: benjamin.chen@edvance.fr; antoine.voisin@edvance.fr

ARABELLE SOLUTIONS : laurent.santoire@ge.com

Coordinatrice Groupe : virginie.neumayer@edf.fr